

La Révolution Prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

ÉDITORIAL

Les idées qui meurent...

par Jacques FAURE

Le processus de dégradation des structures politiques, des relations économiques dans le cadre desquelles vivaient les peuples de l'est européen est salué, par beaucoup, comme une victoire. Essentiellement celle de la liberté, des droits de l'homme sur ce que certains nomment le communisme. Le mot est maintenant condamné, satanisé par les opinions publiques ce qui réjouit tous les conservatismes occidentaux pour des raisons qui, bien entendu, ne sauraient être les nôtres.

Faut-il donc applaudir à cette victoire - nous dirions plutôt, ici, à cet échec?

Les lendemains de défaite ne sont pas nécessairement, pour les vainqueurs, jours de fête, de joie sans mélange.

Qui, d'ailleurs, pourra se prétendre véritablement vainqueur dans cette lutte encore inachevée où s'affrontent confusément tant de forces antagonistes s'exerçant sur tant de plans différents: les religions, les nationalismes, les classes sociales, les idéologies, les ambitions personnelles, les aspirations au pouvoir..?

Ouvrer pour la révolution - quelle révolution? - en ces temps indécis n'est pas chose aisée (cela l'a-t-il jamais été?)

Et pourtant nous, qui fidèles, plus qu'à une doctrine, à un espoir: en l'Homme d'abord, en son émancipation, en un mot, à son bonheur de vivre - tentés quelquefois peut-être par le renoncement et l'abandon - ne devons-nous pas, au contraire et plus que jamais "tenir bon".

Les idées peuvent mourir, dit-on. Certes, mais pas les bonnes, celles qui procèdent de ce rêve qui nous habite d'une société meilleure et toujours plus éclairée, utopie dont nous voulons faire une réalité.

Une tendancieuse campagne médiatique dont on ne voit que trop bien à qui elle peut profiter, tend à exacerber les réactions affectives, bien compréhensibles, provoquées par ce que l'on sait des crimes du stalinisme. Ainsi veut-on profiter des circonstances pour abuser le bon peuple en assimilant le socialisme des libertés qui est le nôtre aux régimes autoritaires. Soyons assurés que notre vision d'un socialisme généreux - quel qu'en soit le nom - demeure bien vivant au coeur de chaque homme; troublé peut-être dans ses anciennes certitudes, il saura retrouver, où qu'elles se situent, les valeurs qui doivent demeurer. Pour tous ceux qui doutent, poursuivons de façon incessante et féconde, notre action en faveur de la vraie démocratie: celle où le peuple, pour conserver la maîtrise de son destin, ne s'abandonne pas aux appels des sauveurs suprêmes, des démagogues, n'abdique pas ses pouvoirs, ne renonce pas à assumer ses responsabilités économiques ou civiques, contrôle ses délégués, ses mandataires, ses élus et où le dernier mot, en toute circonstance, lui appartient. Cette idée-là, ce collectivisme-là ne saurait périr.

Continuons à accomplir, aujourd'hui et demain, modestement mais obstinément, la tâche d'explication et de recherche des vérités que nous nous sommes imposée hier.

Conférence-débat avec Louis ASTRE

syndicaliste

mardi 19 novembre 1991

Compte rendu de la conférence de Jacques TOUBLET

Paradoxalement les mois qui se sont écoulés - avec les événements que l'on connaît à l'Est - ne donnent que davantage d'intérêt à l'excellente conférence de notre Camarade.

L'orateur évoque le souvenir des anciens camarades de la R.P., notamment Marcel BODY, Ferdinand CHARBIT et Roger HAGNAUER qu'il a connus lorsqu'il était jeune militant et qui l'ont porté, en quelque sorte, sur les fonts baptismaux du syndicalisme.

Il rappelle l'excellente conférence qu'en 1967 Marcel BODY avait traitée sur le thème suivant: les enseignements qu'il avait tirés de la Révolution russe. Son texte n'a jamais été publié. On peut le regretter dans la mesure où notre Ancien pouvait dire: "j'ai vu, j'ai connu, j'ai rencontré et je parle en connaissance de cause." Le sujet d'aujourd'hui engage notre camarade Jacques TOUBLET à faire le point sur un certain nombre de notions qui, naguère encore, paraissaient acquises aux militants ouvriers et qui l'ont été, à vrai dire, pendant plus d'un demi-siècle.

Il rappelle qu'une récente conférence sur la coopération et la sécurité en Europe a réintroduit, pour employer la formule utilisée par la plupart des commentateurs, l'URSS dans le concert des nations. Les 35 Etats participants se sont entendus pour organiser en commun une grande réduction d'armements.

Cette évolution de la situation internationale est bien sûr l'aboutissement d'un certain nombre d'événements connus de l'assemblée qui se sont produits en Europe de l'Est depuis 1989.

"L'Histoire ne manque pas d'ironie" observe Jacques TOUBLET. Tandis que le gouvernement socialiste, en France, célébrait le bicentenaire de la Révolution française par un défilé sur les Champs Elysées, comme en écho, à l'Est, nous avons constaté - grâce aux media - que les foules descendaient dans les rues.

A la suite d'un grand nombre de mouvements sociaux et non seulement de décisions administratives, les Marches de l'URSS ont été démantelées.

Tout cela conduit Jacques TOUBLET à un certain nombre de conclusions:

- la fin de la Guerre froide,
- la disparition progressive des blocs militaires,
- par conséquent une sorte de recomposition du monde tel qu'il existait avant la Révolution russe,
- l'événement apparaît essentiel si l'on considère que, depuis 1917 jusqu'au milieu de 1989, les décisions concernant l'évolution de l'humanité étaient prises en fonction de cet état de fait.

Aujourd'hui, la situation est en train de changer radicalement. Ce changement constitue une rupture aussi importante que celle de l'Octobre russe, puisque - souligne Jacques TOUBLET - nous nous retrouvons dans une situation analogue à celle précédant la naissance de l'Union soviétique.

A ce point de son propos, notre camarade rappelle les discussions de jadis et de naguère qui passionnaient le "Noyau" de la R.P. s'interrogeant sur le sens qu'il fallait donner à telle opposition qui s'exprimait à l'Est, à tel syndicat qui surgissait, à tel livre qui était publié, à telle personnalité qui s'était fait connaître, à tel débat sur la question qui apparaissait au sein de tel ou tel parti communiste en Occident.

Il est bien certain - explique notre camarade - que les événements qui viennent de se produire ne correspondent pas aux espoirs que les militants ouvriers mettaient à l'origine dans la Révolution russe et, pour reprendre une expression d'un des camarades de la Confédération anarcho-syndicaliste, il y a, aujourd'hui en URSS, faillite.

Or, après chaque faillite, il y a normalement dévolution des biens et celle-ci peut s'accomplir soit au bénéfice de collectifs de travailleurs, soit à celui du capitalisme.

On peut craindre que les biens laissés en jachère par l'Etat soviétique profitent au capitalisme international, voire à certains hommes d'appareil convertis aux vertus du libéralisme.

Vous vous rappelez, ajoute Jacky TOUBLET, la déclaration du PCI à la suite du coup d'Etat du 13 décembre 1981 constituant l'état de siège en Pologne. Le PCI exprimait l'idée que cet événement marquait la fin du progrès historique commencé par la Révolution d'Octobre. La déclaration avait fait grand bruit au moins chez les communistes puisqu'elle remettait en cause, en quelque sorte, la politique suivie par les pays socialistes.

Aujourd'hui, pour notre camarade, la situation qui est faite en Europe de l'Est pose une question du même type: quelles sont les décisions prises par le mouvement ouvrier que les diverses populations d'URSS contestent? C'est la collectivisation même des moyens de production qui est remise en question.

Cette notion avait été adoptée aux congrès de Bruxelles et de Bâle de l'A.I.T. en 1868-1869. Naturellement, les socialistes de l'époque n'avaient pas tous la même opinion sur la forme que devait prendre cette collectivisation ni même sur l'organisation de la consommation: certains étaient collectivistes, d'autres communistes, etc. Ces débats ont passionné les militants, de la fin du XIX^e siècle à la guerre de 1914-1918. Tous les socialistes, en tout cas, quelles que soient leurs nuances, s'accordaient sur le collectivisme pris dans son sens générique en dépit des différences qui séparaient par exemple, blanquistes, socialistes révolutionnaires russes, sociodémocrates suédois, anarchistes espagnols, etc. Demeurait en commun cette idée générale

selon laquelle l'émancipation des travailleurs préparant celle de l'humanité exigeait une modification du mode de propriété capitaliste des moyens de production.

Or aujourd'hui, les populations soumises naguère au "socialisme réel" ou au "communisme d'Etat" réclament le retour à la propriété privée et le rétablissement de l'économie de marché.

Ce constat essentiel oblige à poser le problème suivant: les événements qui se produisent conduisent à s'interroger sur la question dans sa totalité, ce qui ne signifie pas que l'on doive rejeter totalement la solution apportée jadis par le mouvement socialiste. Le conférencier pense même très exactement le contraire mais la période passée doit susciter nos réflexions, car c'est en effet à partir de ce qui s'est produit qu'il s'agit de proposer une solution.

Il reste que, pour la quasi-totalité de ceux qui ont cru en cette expérience historique, les solutions collectives, solidaires sur lesquelles repose l'idée socialiste sont refusées au nom d'une ... utopie.

Le camarade TOUBLET cite en effet un livre écrit par les libéraux russes en exil, dont le titre est "L'Utopie au pouvoir". Celle-ci, d'après les auteurs, s'appuyant sur la conception selon laquelle le socialisme serait impossible.

C'est à cela, pense l'orateur, que nous allons nous affronter et non pas simplement à l'affirmation qui consiste à dire que les formes autoritaires, dictatoriales du socialisme ont démontré qu'elles conduisaient à un échec total. Dans ces conditions, le problème numéro un pour la R.P. qui doit reprendre l'héritage de nos anciens pour le faire fructifier est le suivant: le socialisme est-il possible? Si oui, quels sont les moyens pour y arriver? Deux journalistes, HAMON et ROTMANN ont écrit que probablement la génération de 1968 est la dernière animée par un idéal révolutionnaire.

Pour d'aucuns, par conséquent, un tel idéal n'est plus porté par personne, exception faite de quelques individus, dans une société développée ou - comme l'URSS - entrant dans l'économie de marché. Cette affirmation est redoutable puisqu'elle est retenue, défendue, publiée par un certain nombre de personnes qui, hier encore, pensaient exactement le contraire en expliquant l'espoir qu'ils plaçaient dans le socialisme.

De telles réflexions doivent engager les militants à approfondir la réalité, établir un bilan afin de se forger une opinion. Celle de Jacky TOUBLET résulte des débats menés jadis et naguère à la R.P., notamment par des militants comme Marcel BODY.

Le problème essentiel qui doit éclairer notre démarche est de déterminer à quel moment la Révolution russe n'a pas donné les résultats escomptés, car c'est à partir de cette détermination que nous pourrions raisonner sur l'avenir. Pour certains militants, la dérive a commencé en 1926, pour MONATTE et ses amis qui, pour cette raison quittent le PC, en 1924. Un syndicaliste allemand, dès 1920, écrit un livre sur "La Faillite du communisme d'Etat".

Jacky TOUBLET, lui, pense que le blanquisme, le léninisme appliqués à la social-démocratie et mis en oeuvre en URSS et dans l'Europe de l'Est, contenaient en eux-mêmes les germes de destruction du système mis en place par le parti bolchevik, notamment en formant des

révolutionnaires professionnels détachés, placés au dessus de la population. Une telle pratique a donné naissance à une couche sociale qui cherche aujourd'hui à s'intégrer à la classe dominante mondiale et qui, même, lui donne des gages pour, en quelque sorte, payer le droit de s'installer au sein de la bourgeoisie internationale.

De ce point de vue, il est intéressant de rappeler les minutes du Xè congrès du PC de l'URSS dont le thème était bien: comment réaliser la société socialiste. Les Blancs étaient alors prêts à plier, les troupes étrangères venaient de quitter l'URSS et, pour la première fois le jeune Etat soviétique se trouvait dans la situation d'aboutir rapidement à la paix intérieure et à la paix étrangère.

Le congrès a donc débattu de l'organisation même que les communistes voulaient donner à la société nouvelle et ils ont examiné de ce fait la place et le rôle du syndicalisme dans cette perspective.

Alexandra KOLLONTAI, et l'opposition ouvrière, étaient favorables à l'indépendance du syndicalisme et souhaitaient que l'économie soit remise aux syndicats. TROTSKI proposait la militarisation du travail. LENINE a tranché dans le sens que l'on sait. C'est le moment même - 1921 - où éclate la révolte des marins de Cronstadt.

Un certain nombre de camarades pensaient - précise Jacky TOUBLET - qui, ajoute-t-il n'est pas loin de partager leur opinion, que c'est dès cette période que la Révolution russe est, en quelque sorte, morte en tant que révolution. La situation, ensuite, n'a fait que dégénérer jusqu'aux événements que nous connaissons. Par voie de conséquence, il apparaît que la solution retenue par LENINE, qui semblait victorieuse, a montré aujourd'hui qu'elle engendrait une faillite totale non seulement du point de vue des objectifs du socialisme - créer une société plus solidaire - mais simplement sur le plan humain quand on sait, sur le plan de la consommation, combien la distribution, pour la majorité des soviétiques, est devenue aléatoire.

Donc, la voie léniniste est sans issue. De même, pour l'orateur, la voie parlementaire de la social-démocratie allemande qui a fait bien des émules, notamment dans l'Europe du Nord, n'a pas changé fondamentalement la société.

A ce propos, Jacky TOUBLET rappelle les deux raisons qu'avancait jadis James GUILLAUME pour participer à l'"Union sacrée": lutter à la fois contre la social-démocratie et le militarisme allemands. Que proposer aujourd'hui aux travailleurs de bonne volonté pour les libérer? Il ne semble demeurer, du point de vue stratégique, qu'un type de solution qui, par son contenu, rappellerait le syndicalisme révolutionnaire en préconisant la résistance du syndicalisme à l'Etat ainsi que l'avait affirmé la coalition des blanquistes, alémanistes, anarchistes, syndicalistes au congrès d'Amiens de 1906.

On ne peut pas poser, aujourd'hui, le débat dans des termes exactement semblables à ceux de 1906 parce que le monde a changé, en particulier le mouvement syndical qui, quelle que soit sa puissance, très variable suivant les pays, qu'il soit uni ou profondément divisé, n'a pas d'orientation de changement de société. Celui-ci, pourtant, doit demeurer l'horizon des syndicalistes. Il s'agit d'établir une théorie et une

pratique pour la transformation sociale et la proposer aux travailleurs quand ceux-ci, à nouveau, résisteront à la généralisation du système capitaliste. Cela demandera sans doute plusieurs années. On devra - pour ce faire - éviter la dérive allemande, celle de la lutte armée. Il n'est pas impossible, précise notre camarade, qu'en URSS certains désespérés ou révoltés à l'extrême, entrent dans cette voie bien que la plupart des militants qui s'expriment déclarent en permanence qu'ils sont hostiles à la guerre civile. En particulier à l'occasion de l'anniversaire de l'Octobre russe, on pouvait craindre un coup d'Etat militaire. La Confédération anarcho-syndicaliste de l'URSS a décidé, dans cette

éventualité, de ne pas entrer dans l'opposition armée mais d'appeler à la grève pacifique de protestation de la même façon que cela s'est passé en Pologne.

Jacky TOUBLET rappelle enfin la pensée de James GUILLAUME selon laquelle la CGT d'avant 1914, en votant en 1906 la Charte d'Amiens, s'était fait l'écho historique de l'Internationale de 1872, celle qu'on appelait antiautoritaire.

Pour conclure, le conférencier espère que les temps qui viennent - notamment avec les événements qui se déroulent à l'Est - permettront d'apporter dans le sens qu'il vient de définir, la réponse socialiste aux problèmes d'aujourd'hui.

INVITATION

**Notre conférence-débat aura lieu
mardi 19 novembre à 20 h 30, salle SUDEL
25-27, rue des Tanneries, 75013 PARIS
(métro Glacière)**

**Notre camarade Louis ASTRE, syndicaliste
engagera un débat sur :
LE COMBAT PROLÉTARIEN ET LA LAÏCITÉ
*Venez nombreux !***

Que faire ?

par Jean-Louis BUREAU

Nous vivons un monde complexe, en pleine évolution où se posent de nombreux problèmes demandant des solutions originales.

Les capitalismes d'Etat, sous les formes qu'ils avaient prises dans les pays de l'Est de l'Europe, se sont effondrés par suite des contradictions internes qui les rendaient inefficaces et insupportables. Déjà, LENINE avait du faire la N.E.P. et agir en contradiction avec ses projets et son idéologie, mais la grande majorité de la "nomenklatura communiste" n'avait pas voulu en tirer des conclusions théoriques.

Comme l'avaient prévu, entre autres, BAKOUNINE, PLEKHANOV et Rosa LUXEMBURG qui ne négligeaient pas la nature humaine et respectaient les masses, les nomenklaturas des partis communistes de l'Est étaient devenues des minorités de privilégiés qui imposaient leurs points de vue bornés à l'immense majorité des masses du peuple qu'elles méprisaient.

Cet effondrement s'accompagne d'un retour aux vieilles idéologies, à la remontée des religions et des nationalismes, à la perte de repères. A l'échelle mondiale, le commerce le plus lucratif est celui de la drogue.

Il me semble pourtant que de nombreuses idéologies animistes, qu'elles soient polythéistes ou monothéistes, ne sont plus de mise.

Qui agit à bon escient en croyant que les Sources, le Tonnerre, le Soleil, les Astres ont une âme, une volonté consciente et n'évoluent pas en obéissant aux lois désincarnées de la physique au sens large du terme?

Qui agit à bon escient en croyant que les tremblements de terre, les cyclones, les éruptions volcaniques, les épidémies sont dus à la volonté d'un Dieu jaloux ou sadique, punissant les hommes refusant de l'idolâtrer ou des enfants innocents?

Par contre, les sciences nous apprennent qu'il y a des lois dont l'ignorance et les transgressions peuvent amener à des catastrophes et des souffrances. Les sciences biologiques modélisent les processus vitaux avec les seules lois de la physique. Elles sont sur le point de guérir les maladies génétiques, de maîtriser la vie, sa reproduction, son évolution au delà de tout ce qui avait pu être imaginé autrefois.

Comme le dit Jean DAUSSET: "L'Homme ne doit plus subir son sort car il peut désormais orienter sa destinée vers un avenir réfléchi." Mais, comme le disait SCHRODINGER en des termes exacts que j'ai oubliés mais dont je ne pense pas déformer le sens: si l'homme peut vouloir ce qu'il fait, peut-il vouloir ce qu'il veut?

Il me semble que l'homme doit passer humblement du temps à constater que certaines de ses volontés, certains de ses désirs immédiats sont en contradiction avec ses intérêts profonds et donc sa volonté fondamentale. Ses désirs vitaux de manger et boire peuvent être mal maîtrisés et provoquer des indigestions, l'ivrognerie, un poids excessif, des maladies cardio-vasculaires.

Les sciences nous montrent que l'espèce humaine est une espèce animale ayant des ancêtres communs avec les autres animaux, ce qui rabaisse notre orgueil, sape notre autosacralisation mais devrait contribuer à diminuer notre bêtise et à mieux nous faire respecter la biosphère.

On doit, d'autre part, reconnaître que la complexité ne permet pas de tout prévoir et que, comme le dit Henri ATLAN: "Il y a sous détermination des théories par les faits." Nous avons, en particulier, un inconscient dont nous ne pouvons pas prendre conscience. Aussi, personne ne peut prétendre posséder "la Vérité, la Sagesse" qui sont des absolus au delà de notre atteinte. Chacun d'entre nous n'a que des vues partielles et ne peut que proposer des modèles d'univers possibles et des programmes d'action commune demandant des négociations et des contrats librement consentis entre citoyens se respectant mutuellement dans nos similitudes et nos différences. Nous devons être des citoyens, chevaliers de la table ronde, s'efforçant d'être le plus possible conscients et responsables.

Je pense que les technologies modernes demandent un appareillage sophistiqué et cher. Elles nécessitent donc d'accumuler des capitaux. Cette réalité, incontournable à mon humble avis, nous oblige à vivre dans un régime capitaliste, mais le problème est de choisir lequel et de le maîtriser sans le subir. Le chômage, en particulier, est un scandale qui montre l'incompétence des princes qui veulent nous diriger en pratiquant l'électorisme, la démagogie, le clientélisme, les fausses factures... au lieu de vouloir être des conseillers techniques et des gestionnaires qui nous aident à agir en connaissance de cause. Il me semble que la monnaie est un outil de choix pour pratiquer quantitativement des transactions et des échanges librement négociés et que des domaines de propriété privée sont indispensables à la liberté individuelle comme l'a soutenu PROUDHON qui est plus connu dans nos milieux pour avoir dit aussi justement "la propriété, c'est le vol". Il faut savoir rendre compatibles ces deux réalités qui peuvent sembler, à première vue, incompatibles.

*
* *

Nous devons développer les sciences. C'est-à-dire décrire les réalités que nous percevons dans des domaines que nous savons bornés par des "horizons". Par exemple, dans le domaine de l'espace, nous avons un "horizon", vers l'extrêmement petit. Nos yeux ne voient pas au dessous du millième de millimètre mais nous avons fait reculer cet horizon grâce à ces prothèses que sont les microscopes et les théories physiques. Au delà de l'horizon du à la limitation de notre acuité visuelle, il y a des réalités comme les molécules,

les atomes, les quarks, les microbes, les gènes qui jouent un rôle déterminant dans le domaine perçu par nos yeux. Avant ces prothèses, il y avait un horizon à faire reculer, des inconnues à connaître mais il n'y avait pas de transcendance et de mystères. Avec ces prothèses, il y a encore des horizons à faire reculer dans l'extrêmement petit, il y a des prothèses encore plus performantes à élaborer.

Nous devons développer des techniques pour mettre au point des savoir-faire nous offrant un jeu de possibles effectivement réalisables et améliorant la condition humaine. Mais ces mises au point ne peuvent se faire que par des tâtonnements et des essais pouvant comporter des erreurs. A ce stade aléatoire, il faut travailler le plus possible sur des modèles réduits ou des programmes d'ordinateurs afin de limiter au maximum les nuisances dues à ces erreurs inévitables.

Nous devons aussi réfléchir démocratiquement à l'éthique. C'est-à-dire réfléchir à ce qui nous fait plaisir et ce qui nous fait souffrir, à ce qui est beau et ce qui est laid, à ce qui est bon et ce qui est mauvais, à ce qui est le Bien et le Mal. il y a autant d'éthiques et de justifications de l'éthique qu'il y a d'individus.

Personnellement, je ne crois pas aux morales révélées des religions qui me semblent souvent très immorales et inadaptées à nos problèmes actuels. Je ne crois pas à la morale absolue de la raison pure et de l'impératif catégorique imaginée par KANT. J'estime, jusqu'à preuve du contraire, que les notions de Bien et de Mal sont des entités élaborées lentement par nos sens, nos désirs, nos réflexions - inconditionnés et conditionnés - notre empreinte culturelle donnée par les parents, la famille, les amis, la société...

La réflexion éthique utilise la raison mais elle dépend aussi de nos sentiments: l'amour, la haine, l'admiration, le mépris, le sadisme, le masochisme qui semblent ne pas avoir beaucoup évolué depuis le paléolithique. Je pense pourtant que l'éthique évolue et progresse par suite d'une meilleure compréhension de l'Univers et des facilités apportées par les techniques.

La morale et les lois imposées par les prêtres des premières religions demandaient des sacrifices humains et souvent le sacrifice du premier-né. Puis elles n'ont demandé que des sacrifices d'animaux pour, finalement, ne plus demander actuellement de sacrifices.

Tous les maîtres à penser de l'Antiquité, de MOÏSE à SOCRATE justifiaient l'esclavage. Le Pentateuque nous dit: "Tu ne tueras pas" mais il dit aussi: "Tu ne laisseras pas vivre une sorcière", "Qui sacrifie aux dieux, hormis au seul YAHVE, sera voué à l'anathème." On y voue à l'anathème, c'est-à-dire à l'extermination et à la skoho le Hittite, l'Armorrhéen, le Cananéen, le Peruzzien, le Hévéen, le Jébuséen.

Certes, des anathèmes ont été ordonnés au XX^e siècle où nous avons vu des horreurs qui peuvent encore se renouveler, mais je pense quand même, sans optimisme exagéré, que ces horreurs sont plus massivement réprochées qu'autrefois et que nous avons plus d'arguments rationnels pour les combattre. Encore faudrait-il que tous les hommes de bonne volonté s'y emploient, quelle que soit leur idéologie.

Au XX^e siècle, l'éthique doit s'occuper des nouveaux problèmes posés par l'efficacité grandissante de nos techniques, l'uniformisation de la société, la biologie. Je pense que l'écologie est une manière d'aborder l'Ethique d'une façon globale en tenant compte des relations multiples entre les différents écosystèmes entre eux. Il faudra y revenir pour ne pas être, comme le disait CHURCHILL "le technicien qui enlève tous les obstacles et toutes les difficultés du chemin qui conduit droit au désastre".

**Adressez le plus rapidement possible vos articles
à Jean MOREAU
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS**

Trois quarts de siècle pour voir poindre la démocratie en Russie

par Guy DELAGE

Le totalitarisme bolchevique aura donc duré 74 ans. Toutes ces années ont été marquées par la peur, le mensonge, la domination effarante du PARTI mais aussi et surtout par le massacre des koulaks - les paysans -, l'extermination des "ennemis du peuple", par les purges et le goulag.

Ces quelques lignes dresseront un tableau trop schématique, bien sûr, des grandes dates qui ont marqué l'avènement, la puissance, puis le déclin du communisme stalinien.

L'ASCENSION DU COMMUNISME

- 1917: Révolution de février-mars. Le Tsar Nicolas II abdique le 2 mars. Le 3 octobre, le Comité central bolchevique décide l'insurrection à Pétrograd; les Bolcheviks prennent le pouvoir. 15 décembre, une paix séparée est signée à Brest-Litovsk avec les puissances centrales

- 1918: LENINE fonde la République soviétique de Russie le 19 janvier. Le 12 mars, la capitale est transférée à Moscou. La guerre civile éclate. Elle durera jusqu'en 1920 ; jusqu'en 1922 en Asie Centrale.

Le 17 juillet, Nicolas II et sa famille sont exécutés. Une ère de répression s'ouvre, la famine et les épidémies déciment la population. 14 millions de personnes meurent entre 1918 et 1922.

- 1919: 2-7 mars, congrès de la fondation de l'Internationale communiste (Komintern) dont TROTSKI rédige le Manifeste. 22 juillet, contre-attaque de l'Armée Rouge devant Pétrograd.

- 1920: organisation des "Armées du travail". Décembre, la guerre civile vient de se terminer, la discussion sur les syndicats commence.

- 1921: 8-16 mars, X^e congrès du Parti: interdiction des fractions.

- 1922: 27 mars-2 avril: XI^e congrès. STALINE devient Secrétaire général du Parti.

- 1923: LENINE ajoute à son testament un post-scriptum recommandant l'élimination de STALINE du poste de Secrétaire général (4 janvier).

- 1924: 21 janvier, mort de LENINE. 23-31 mai: XIII^e congrès, la troïka STALINE, ZINOVIEV, KAMENEV prend le pouvoir.

- 1926: ZINOVIEV est exclu du Bureau politique (14-23 juillet).

- 1927: le 15 novembre, Lev Davidovitch BRONSTEIN, dit "TROTSKI" est exclu du Parti pour "manifestations contre-révolutionnaires". Il sera assassiné au Mexique en août 1940 sur ordre de STALINE.

LES PURGES

Assurant seul le pouvoir, STALINE décrète la collectivisation accélérée des terres et l'industrialisation.

- 1936: vague d'arrestations. La peine de mort est étendue aux enfants de moins de seize ans. Procès et exécutions, dont ceux des principaux chefs de l'Armée Rouge (1937), se poursuivront longtemps.

- 1939: Signature du Pacte Germano-Soviétique le 22 août. Le 30 novembre, l'URSS envahit la Finlande.

- 1941: L'armée allemande pénètre en URSS. Cette invasion sera brisée deux ans plus tard à Stalingrad.
- 1945: Le partage de l'Europe est consacré par la Conférence de Yalta (février).
- 1948: Crise de Berlin et schisme yougoslave.
- 1953: Le 5 mars, IOSSIF VISSARIONOVITCH DJOUGACHVILI, dit STALINE, ce Géorgien, ancien séminariste, maître absolu de l'URSS, est décédé. Bilan global: 34 millions de morts. Après une brève transition de MALENKOV, NIKITA KHROUCHTCHEV prend le pouvoir pour 10 ans.
- 1956: XX^e congrès du PCUS. N. KHROUCHTCHEV présente un rapport sur les ravages du "Culte de la personnalité" de STALINE. Le Komintern est dissous. Intervention militaire à Budapest.

RUPTURE AVEC PEKIN, CRISES DIVERSES

- 1962-1963: L'URSS et la Chine rompent leurs relations diplomatiques.
- 1964: N. KHROUCHTCHEV est "libéré de ses obligations de Premier Secrétaire" par le Comité Central en "raison de son âge et de son état de santé" (15 octobre). Léonid BREJNEV le remplace.
- 1974: L'écrivain Alexandre SOLJENITSYNE est expulsé.
- 1979: Intervention militaire soviétique en Afghanistan.
- 1980: Andréï SAKHAROV, Prix Nobel de la Paix, est banni.
- 1982: ANDROPOV succède à BREJNEV, décédé.
- 1984: TCHERNENKO prend la tête du Parti au décès d'ANDROPOV.

UN TOURNANT: LA PERESTROÏKA

- 1985: A la mort de Constantin TCHERNENKO, Mikhaïl GORBATCHEV est élu, le 11 mars, Secrétaire général du Parti. Il a 54 ans. Dès le mois d'octobre, il présente un plan de restructuration économique: la Pérestroïka. En novembre, il signe avec Ronald REAGAN un accord sur la réduction de 50% des arsenaux nucléaires.
- 1986: GORBATCHEV lance la politique de Glasnost (transparence). Andréï SAKHAROV peut regagner Moscou. 200 dissidents sont libérés (19 décembre).
- 1987: Sommet REAGAN-GORBATCHEV à Washington; signature du Traité sur le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires (8-10 décembre). La Guerre froide est terminée.
- 1988: Les premiers éléments de l'armée soviétique quittent l'Afghanistan (15 mai). Ce retrait sera achevé le 15 février 1989. GORBATCHEV renforce son pouvoir. Le 1er octobre, il est élu chef de l'Etat par le Soviet suprême.
- 1989: Les uns après les autres, les régimes socialistes des pays de l'Est s'effondrent. Le mur de Berlin tombe le 9 novembre: tout est symbole.
- 1990: Le congrès des députés du peuple approuve le principe de l'instauration du régime présidentiel et l'abrogation du rôle dirigeant du Parti (13 mars).
 - * Le 15 mars, élu Président de l'URSS, GORBATCHEV annonce une "radicalisation" des réformes.
 - * Le 29 mai, Boris ELTSINE, rival de GORBATCHEV est élu Président du Parlement de la Fédération de Russie et réclame la souveraineté de celle-ci.
 - * Le 15 octobre, le Prix Nobel de la Paix est attribué à GORBATCHEV.
- 1991: Boris ELTSINE est élu Président de la République de Russie, au suffrage universel (12 juin).
 - * Le 17 juillet, GORBATCHEV assiste à Londres au sommet des pays industrialisés. Il n'obtient pas toute l'aide attendue.

GORBATCHEV propose l'abandon du principe de la lutte des classes au Plénum du Comité Central (25-26 juillet).

* Le 19 août, un "Comité pour l'Etat d'urgence" annonce que GORBATCHEV est écarté du pouvoir car "incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé".

* 19 août (11h.45), Boris ELTSINE dénonce le "coup d'Etat réactionnaire" et appelle à la grève générale.

* 20 août: condamnation du "coup d'Etat" par la Communauté internationale.

* 21 août: échec du putsch.

* 22 août: GORBATCHEV rentre à Moscou.

* 24 août: GORBATCHEV assiste aux funérailles des victimes du "coup d'Etat". Le soir, il démissionne de son poste de Secrétaire général du PCUS et invite le Comité Central à se dissoudre.

* 6 septembre: le tout nouveau Conseil d'Etat soviétique reconnaît l'indépendance des trois Etats Baltes: l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, un demi-siècle après leur annexion par l'URSS.

*
* *

Comme les propos de Léon BLUM en décembre 1920 au congrès de Tours raisonnent de clairvoyance aujourd'hui! "Nous sommes convaincus jusqu'au fond de nous-mêmes que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison."

Comme nous sommes loin des 21 conditions d'adhésion à la 3^e Internationale, rapportées de Moscou par FROSSARD et CACHIN!

Comme doivent être tristes, mais hors jeu aujourd'hui, les instituteurs communistes qui, sur deux pages de "L'Ecole et la Nation" (n° 17 d'avril 1953) glorifiaient béatement "STALINE, le plus grand éducateur de tous les temps"!

*
* *

Certes, le bilan est lourd, nous y reviendrons prochainement mais à quoi bon accabler des millions d'hommes et de femmes déshérités pour la plupart qui, honnêtement ont cru au communisme, parfois jusqu'au sacrifice ultime.

Ils ont cru en des "Dieux" et l'histoire montre aujourd'hui que les hommes en ont eu raison au profit de la Démocratie. Ce souffle qui, maintenant, nous vient de l'Est est le BIEN, car la Démocratie respecte l'homme, sa conscience, sa liberté, sa dignité, son bien-être.

8 septembre 1991

INVITATION

Venez nombreux à notre conférence-débat
mardi 19 novembre 1991 à 20 h 30
Salle SUDEL

25-27, rue des Tanneries - 75013 PARIS (métro Glacière)

Louis ASTRE, syndicaliste
engagera un débat sur LE COMBAT PROLÉTARIEN ET LA LAÏCITÉ

Lettre d'Amérique

par Pierre AUBERY

Ici, en Californie le contraste entre les préoccupations de la population et la politique du gouvernement, s'accroît tous les jours. Il n'est question que de licenciements par les grandes entreprises de Silicon Valley, d'augmentation du coût de la vie, de détérioration des services publics et d'augmentation imminente des taxes et impôts divers. La presse et l'opinion sont largement d'accord pour imputer ce climat de morosité pessimiste à la politique que l'équipe Reagan-Bush poursuit depuis maintenant une décennie. Les déficits du budget et de la balance des comptes, le service de la dette nationale, les dépenses militaires, l'indemnisation des victimes des scandales financiers, absorbent une proportion excessive du revenu national. La qualité de l'éducation, de la santé et de l'équipement du pays baisse un peu plus chaque jour. Faute de vouloir, de savoir ou de pouvoir apporter des solutions aux maux les plus criants dont souffre la société américaine le gouvernement met en place l'appareil répressif le plus formidable qui soit au monde. La Cour Suprême s'emploie à affaiblir les mesures de protection des libertés individuelles garanties par la Constitution et renforcées par le New Deal. Ainsi, en rendant illégal l'usage de certaines drogues échappant aux circuits commerciaux, de certaines formes d'expression et l'exercice du droit à disposer de son propre corps, le nombre des justiciables risque de s'accroître considérablement, même si ils n'ont exercé aucune violence ni causé aucun dommage à autrui. Demain, faute de pouvoir satisfaire les revendications les plus légitimes des chômeurs et des sans-logis on mettra un plus grand nombre de marginaux et de non-conformistes en prison. Dans un pays qui incarcère aujourd'hui une plus large proportion de sa population que l'Afrique du Sud ou l'Union Soviétique, la Californie vient de battre tous les records en internant son cent millièmes prisonnier. Désormais la Californie dépasse de 50% le taux d'incarcération de l'Etat de New York. Le profil de cette nouvelle population carcérale, quatre fois plus nombreuse qu'en 1981, est fort révélateur. On y rencontre 92% d'hommes dont seulement 12% ont plus de quarante ans. 70% des prisonniers ne sont pas des "blancs" selon la nomenclature admise. 4 sur 10 viennent de Los Angeles et seulement 1 sur 1000 vient du comté "chic" au Nord de San Francisco, Marin. Les trois quarts des prisonniers sont des récidivistes qui ont été "éduqués" par une institution pénitentiaire. Soixante-dix pour cent d'entre eux étaient sous l'influence d'une drogue au moment de leur arrestation mais seulement 3% recevront un traitement ou des conseils appropriés à leur toxicomanie. Aucun effort sérieux ne sera fait en prison pour les préparer à trouver du travail une fois leur peine purgée.

Le prisonnier type s'est rendu coupable d'un simple larcin non-violent. Pourtant il restera en prison au moins 14 mois après avoir été incarcéré comme prévenu pendant plus de quatre mois. Mis en liberté provisoire il sera renvoyé en prison moins de six mois plus tard, sans qu'il ait commis aucun délit, parce qu'il ne s'est pas mis en règle avec la police en temps utile.

Le centre d'étude du système pénal de San Francisco a calculé que le prisonnier type, confié aux bons soins du système judiciaire pendant environ dix-huit mois, coûtait à l'Etat un minimum de 42.889,00 dollars alors que 75% des délits qui entraînent ce genre de sentence coûtent moins de 400 dollars à leurs victimes. En bref l'Etat dépense cinq fois plus, pour poursuivre les délinquants mineurs, que leurs larcins ne coûtent à la société dans son ensemble. De plus il est évident que l'administration de la justice, comme on le dit de l'armée, est une véritable école du crime. Soixante-trois pour cent de ceux qui passent pas ses mains récidivent dans un délai de deux ans. De plus en Californie un sur quatre Afro-américains âgé entre 20 et 29 ans est sous le contrôle du système pénal, soit quatre fois plus qu'en Afrique du Sud. Pourtant, au lieu de rechercher des alternatives constructives et éducatives à l'incarcération, l'Etat de Californie s'est lancé dans un coûteux programme de construction de nouveaux centres d'incarcération, qui s'ajouteraient aux 31 prisons, 41 camps de travail et 60 geôles locales, occupés tous à 180% de leur capacité.

Il serait grand temps de rechercher sérieusement des alternatives viables à l'incarcération des délinquants. Bien qu'il soit évident que l'usage des drogues et l'abus d'alcool contribuent à la délinquance, seul un nombre insignifiant de détenus ont reçu ou recevront une aide médicale. Le fait que 34,4 millions d'Américains ne bénéficiaient pas d'une assurance-maladie en 1990 n'est certainement pas étranger à cette situation. On trouve de plus en plus d'articles dans la presse américaine qui vantent le système canadien d'assurance-maladie universel comme étant moins dispendieux et plus efficace que les 1500 programmes d'assurance-maladie fonctionnant actuellement dans le pays. Blue Cross-Blue Shield du seul Massachusetts

emploie 6.682 personnes pour administrer l'assurance maladie de 2,7 millions de personnes, un personnel plus nombreux que celui qui gère l'assurance maladie des 10 provinces canadiennes assurant 25 millions de personnes.

Paradoxalement alors même que le gouvernement se montre de plus en plus incapable d'assurer le bon fonctionnement des services publics, notamment de ceux qui concernent l'éducation et la santé, les autorités travaillent à restreindre les libertés chèrement acquises par les femmes en matière de contrôle des naissances et d'avortement. Systématiquement l'équipe Reagan-Bush, s'est employée à ce que les Juges nommés à la Cour Suprême "pensent bien" et soient disposés à annuler la décision de leurs prédécesseurs dans l'affaire Roe contre Wade qui a légalisé l'avortement en 1973. Bien que l'avortement demeure légal aux Etats-Unis, toutes sortes de restrictions sont apportées à la liberté de mettre un terme à une grossesse non désirée. Les mineurs doivent obtenir une autorisation de leurs parents et la commercialisation de la pilule RU 486, dont l'efficacité et la simplicité d'administration permettent d'envisager le jour où ni l'Etat ni la profession médicale ne pourront prétendre contrôler l'aspect le plus intime et le plus essentiel de la vie privée d'une femme, reste toujours interdite aux Etats-Unis.

Or, la nécessité de contrôler l'expansion de la population du globe se fait de plus en plus impérative. La surpopulation exaspère la pollution déjà catastrophique de l'environnement. En l'absence d'un contrôle des naissances ce sont les populations les plus défavorisées et les moins aptes à assurer le bon fonctionnement de la société post-industrielle qui s'accroissent le plus vite.

L'effondrement de l'économie planifiée à la manière soviétique est loin de constituer la démonstration de la perfection du système capitaliste. Il soulignerait plutôt sa fragilité et ses vices. Le capitalisme peut récompenser ses artisans et accroître la "richesse des Nations" selon l'expression de Adam Smith dans la mesure où il est en constante expansion et découvre toujours de nouveaux marchés. La recherche du profit est son moteur mais celle-ci ne coïncide pas toujours avec l'intérêt général. L'intensification de la production et la croissance de l'économie met certes un nombre et une qualité accrues de produits à la disposition des consommateurs. Mais la société dans son ensemble s'appauvrit en devant supporter une part des coûts de production : l'éducation des producteurs, la détoxification de la pollution de l'environnement, le gaspillage des ressources naturelles, dont le capitaliste n'assume ni la charge ni le renouvellement, mais empêche les profits. Les entrepreneurs privés dans nos économies de marchés ne jouent plus d'ailleurs que très partiellement leur rôle d'accumulateurs du capital nécessaire au financement de l'expansion de l'économie. En Europe les Etats et non pas les particuliers sont les acteurs principaux dans l'affectation du Produit National Brut qu'ils contrôlent à 50 ou 60%. Même aux Etats-Unis bastion supposé de la libre entreprise l'Etat contrôle l'affectation d'au moins 40% du PNB. Ce ne serait pas nécessairement une mauvaise chose si le budget de l'Etat finançait largement des activités productives : l'équipement et l'éducation par exemple, plutôt que la Défense et la Police.

Les échecs des pseudo-socialismes de l'Europe de l'Est ne diminuent en rien les difficultés propres au capitalisme. L'expansion a ses limites et quand celles-ci sont atteintes technologiquement, politiquement ou socialement la pertinence des analyses marxistes reparait. Devant l'effondrement des structures, la diminution du niveau de vie, la décadence générale quelle sera la réaction des travailleurs. Accepteront-ils passivement la détérioration de leurs conditions de vie et se soumettront-ils à une dictature militaire, ou bien s'organiseront-ils en unités de production et de distribution disciplinées, prenant la relève de l'économie de marché défaillante. L'une et l'autre de ces alternatives n'ont rien d'in vraisemblable. On sait celle que choisissent les syndicalistes sans que rien d'ailleurs dans la conjoncture actuelle ne semble en garantir le succès.

Entre nous...

Depuis sa naissance, la R.P. ne vit que de ses abonnements.
N'oubliez pas, chers Camarades de renouveler le vôtre,
il est indispensable pour que continuent de s'exprimer des
femmes et des hommes libres, soucieux de chercher
la vérité et de la dire.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE VIT...

La "R.P.", notre "R.P." vit, modestement, chichement, mais elle vit.
Si elle veut poursuivre son but, c'est à tous ceux qui persévèrent et l'accompagnent dans l'oeuvre entreprise, il y a quelque 65 années, qu'elle le doit.
Les conditions économiques, sociales, technologiques ont, certes, changé depuis ce mois de janvier 1925 qui l'a vu naître. Mais, si les formules, les langages, les références et les préoccupations quotidiennes ne sont plus les mêmes, les principes initiaux, eux, ont pu être maintenus, contre vents et marées...
Nous pouvons en être satisfaits mais cela n'est pas suffisant.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE DOIT SE DEVELOPPER ...

Le Syndicalisme de notre époque connaît bien des difficultés.
Sur les problèmes qu'il a à résoudre, tant sur le plan interne que sur le plan européen, il est indispensable que les militants puissent réfléchir ensemble, dans un cadre propre à faciliter leurs nécessaires confrontations.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE CONTINUE A MILITER POUR LA CONCERTATION ...

La "R.P." appelle au dialogue tous ceux qui veulent lutter, avec les arguments et les moyens de maintenant, pour:

- un syndicalisme indépendant des pouvoirs, des partis, des chapelles et des sectes,
- la mise au point de méthodes, d'attitudes revendicatives de nature à aider au succès des actions émancipatrices,
- l'union des forces du travail manuelles, intellectuelles, techniques agissant dans tous les secteurs et à tous les niveaux de l'activité moderne,
- la construction d'un syndicalisme européen.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE A BESOIN DE CHACUN DE SES ABONNES POUR ACCROITRE SON RAYONNEMENT

LECTEUR, peux-tu refuser de faire ce simple geste de proposer ce BULLETIN D'ABONNEMENT à un travailleur ami, à un jeune militant syndicaliste, à un ancien?

LA REVOLUTION PROLETARIENNE Revue syndicaliste fondée par Pierre Monatte en 1925 Directeur de la publication: Jean Moreau Siège social: 26, rue des Rosiers, 75004 Paris	
NOM.....	Prénom.....
ADRESSE.....	
.....	
souhaite m'abonner à la revue et joins le règlement correspondant: 100 F., en chèque postal ou bancaire, à l'ordre de: "Les Amis de la Révolution Prolétarienne": CCP.: 8 044 64Y PARIS	

La Révolution Prolétarienne: Directeur de la revue: Jean MOREAU. Siège social: 26, rue des Rosiers, 75004 Paris (Tél.: 48 87 59 80). Imprimerie: les E.P. 232, rue de Charenton, 75012 Paris. Commission paritaire n° 62443. Abonnement: 100F. par an. Le numéro: 25F. Abonnements et soucriptions aux "Amis de la Révolution Prolétarienne", C.C.P.: 8 044 64 Y PARIS.